

**NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE  
DE JUIN 2009**

**QUELQUES CHIFFRES-CLES DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE**  
*(Montants en milliards de francs CFA)*

Données annuelles	PIB 2009 (Projection)	10 294
	Taux de croissance réelle du PIB 2009 en % (Projection)	2,5
	Taux d'inflation 2009 en % (Projection)	3,0
	PIB 2008 (estimation)	10481
	Taux de croissance du PIB réel 2008 en % (estimation)	3,4
	Taux d'inflation 2008 en % (réalisation)	5,3
	Recettes internes de l'exercice 2007 (loi de règlement)	1935,8
	Recettes internes de l'exercice 2008 (estimation Tableau de Bord des Finances Publiques)	2182,0
	dont Recettes pétrolières	810,0
Recettes non pétrolières	1371,7	
Données mensuelles (Mai 2009)	Variation des prix par rapport à mars 2009 à Yaoundé (en %)	
	Variation des prix par rapport à mars 2009 à Douala (en %)	
	Balance commerciale	
	Balance commerciale hors pétrole	
	Recettes budgétaires	
	dont Recettes non pétrolières	
	Solde de base	

**Sommaire**

	Pages		Pages
Vue d'ensemble	2	Situation monétaire	10
Commerce extérieur	3	Marché monétaire et secteur financier	12
Finances publiques	7	Informations socio-économiques	15

***Commerce extérieur***

La balance commerciale hors pétrole du mois d'avril 2009 reste déficitaire et se situe à -94,2 milliards. Elle se dégrade de 11,5 milliards par rapport au mois précédent, en raison principalement d'une baisse de 20,8% des exportations. Par rapport au mois d'avril 2008, la balance commerciale se détériore également, de 24,4 milliards sous l'effet conjugué d'une hausse des importations et d'une baisse des exportations. De même, en se situant à -365,7 milliards sur l'ensemble des quatre premiers mois de l'année 2009, le solde commercial hors pétrole se dégrade de 36,5 milliards par rapport à la même période de l'année 2008.

***Finances publiques***

Les recettes budgétaires internes du mois d'avril 2009 se chiffrent à 195,8 milliards, en diminution de 19,6 milliards par rapport au mois de mars. Cette situation est imputable aux recettes non pétrolières qui régressent de 84,1 milliards. Par contre, les recettes pétrolières, grâce à l'encaissement de l'impôt sur les sociétés pétrolières, enregistrent une hausse de 64,5 milliards.

Le cumul des recettes budgétaires internes au terme des quatre premiers mois de l'exercice 2009 s'élève 627,5 milliards, en baisse de 102,7 milliards par rapport à la même période de l'exercice 2008. Cette diminution est la résultante d'une baisse de 123,4 milliards des recettes pétrolières et d'une hausse de 20,7 milliards de recettes non pétrolières.

Les dépenses totales effectuées au cours du mois d'avril 2009 se chiffrent à 205,9 milliards, en augmentation de 28,3 milliards par rapport au mois précédent. Cette hausse est observable sur l'ensemble des postes de dépenses. Ainsi, les dépenses courantes induites par les achats de biens et services et les transferts et pensions augmentent de 17,5 milliards, les dépenses d'investissement sur ressources propres s'accroissent de 6,4 milliards et le service de la dette publique de 11,8 milliards.

Au terme des quatre premiers mois de l'exercice 2009, les dépenses publiques cumulées s'élèvent à 594 milliards contre 582,4 milliards à la même période de l'exercice antérieur, augmentant ainsi de 2% sous l'effet d'une hausse des dépenses de personnel, des transferts et pensions et des dépenses d'investissement sur ressources propres.

***Situation monétaire***

Les avoirs extérieurs nets s'élèvent à 1780 milliards à fin avril 2009 et augmentent de 3,8% par rapport au mois de mars. Le crédit intérieur est également en hausse, de 4,8% et s'établit à 646 milliards contre 643 milliards le mois précédent. Cette progression est le résultat d'une augmentation de 0,9% de crédit à l'économie et d'une baisse de 1,2% des créances nettes du système monétaire sur l'Etat.

Résultante de ces évolutions, la masse monétaire (M2) progresse de 2,3% pour se situer à 2115 milliards à fin avril 2009, contre 2068 milliards à fin mars 2009. De même, en glissement annuel, la masse monétaire progresse de 13,7%.

***Marché monétaire et secteur financier***

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit reste sur une pente ascendante en s'établissant à 9858 millions en avril 2009 contre 5662 millions en mars 2009, 3690 millions en février 2009, 351 millions en janvier 2009 et 345 millions en glissement annuel. Les établissements de crédit éligibles et institutions financières publiques ont effectué des placements à la BEAC pour un montant total de 179 milliards en avril 2009, contre 210 milliards en mars 2009. Le taux de couverture de la monnaie se stabilise à 93,6% au cours du premier trimestre 2009, le minimum statutaire étant de 20%.

***Informations socio économiques***

Par rapport au mois de mars 2009, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 0,2% en avril 2009 à Yaoundé et de 0,6% à Douala. En glissement annuel, les prix progressent de 4,6% à Yaoundé et de 3,9% à Douala, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires, des dépenses d'éducation et loisirs et des dépenses d'habillement et chaussures.

## COMMERCE EXTERIEUR

### *Balance commerciale*

En mai 2009, les échanges commerciaux hors pétrole se sont nettement améliorés. Ils se situent à 300,1 milliards contre 203,9 milliards il y a un mois, soit un accroissement de 47,2%. La structure de ces échanges en mai 2009, est constituée au trois quart par des importations de biens, ceci a pour conséquent de présenter une balance commerciale hors pétrole largement déficitaire (-154,2

milliards). Par rapport au mois précédent, ce déficit s'est dégradé de près de 55,4 milliards.

En glissement annuel, le déficit commercial hors pétrole s'est également aggravé. Il se creuse de 36,8 milliards suite aux effets conjugués d'une baisse sensible des exportations hors pétrole (-18,0%) et d'un accroissement des importations de même nature (10,0%). Au regard des cinq premier mois de l'année 2009, le déficit commercial hors pétrole se détériore de 95 milliards en comparaison à la même période de 2008.

**Tableau 1 : Résultats provisoires du commerce extérieur** (*Quantité en tonnes et valeur en millions de F CFA*)

Période	mai-08	avril-09	mai-09	jan-mai 08	jan-mai 09	Variation		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	c/b	c/a	e/d
Exportations hors pétrole	88 986	52 549	72 976	421 972	304 258	38,9%	-18,0%	-27,9%
Importations hors pétrole	206 421	151 367	227 164	868 620	845 937	50,1%	10,0%	-2,6%
Bal.com.hors pétrole	-117 435	-98 818	-154 188	-446 648	-541 679	-55 370	-36 753	-95 031
Tx de cov.hors pétrole en %	43%	35%	32%	49%	36%			

Source : DGD/DAE \_ MINFI

NC : non calculée ;

ND : non disponible

### *Exportations*

Les exportations hors pétrole en valeur se sont chiffrées en mai 2009 à 73 milliards contre 52,5 milliards il y a un mois, enregistrant ainsi un accroissement de 38,9%. En termes de structure, ces exportations sont composées à 74,8% de 8 principaux groupes de produits : le bois et ouvrages en bois (45,4% du total des exportations hors pétrole en valeur), le coton brut (9,3%), le café (4,9%), la banane fraîche (3,9%), les carburants et lubrifiants (1,9%), le cacao brut et ses préparations (6,0%), le caoutchouc brut (1,3%) et l'aluminium brut (2,3%).

Les exportations de café (arabica et robusta), de coton brut et de banane fraîche ont été particulièrement dynamiques au mois de mai 2009. Leurs ventes sont estimées respectivement à 6,8 milliards, 3,4 milliards et 2,8 milliards contre 6,2 milliards, 3,4 milliards et 2,5 milliards en avril 2009. Enregistrant ainsi des hausses de 8,5%, 6,1% et 12,2% respectivement, ceci sous l'impulsion des accroissements des quantités exportées. En comparaison au mois de mai de l'année précédente, il ressort qu'en dehors du café (arabica et robusta), dont les tendances sont inversées, les deux autres produits s'inscrivent toujours dans une tendance haussière.

Par ailleurs, malgré les évolutions favorables des cours de l'aluminium brut et du caoutchouc brut, les ventes de ces produits ont enregistré des fléchissements (respectivement -5,3% et -50,1% en valeur). Cette situation est particulièrement induite par la diminution des quantités exportées (-8,5% et -52,4%). En glissement annuel, les ventes du caoutchouc brut enregistrent un fléchissement de 23,5% en valeur malgré la hausse de 11,3% des quantités exportées. Cette évolution est la conséquence de la chute drastique des cours du caoutchouc due à la crise que connaît le secteur automobile.

Avec la fin de la campagne principale de la saison cacaoyère 2008/2009 en février 2009, les exportations du cacao brut en fèves ont considérablement diminué depuis le mois de mars. En mai 2009, les exportations de ce produit se chiffrent à 2,4 milliards, présentant une quasi constance avec les ventes du mois précédent. Par contre, les ventes des préparations du cacao notamment le beurre de cacao et la pâte de cacao enregistrent des accroissements sensibles avec respectivement +33,2% et +32,1% en quantité ainsi que +29,2% et +34,3% en valeur. En glissement annuel, les exportations de cacao brut ainsi que de ses préparations sont en nette amélioration.

En dehors de ces principaux produits, les exportations de certains produits des industries locales se sont inscrites en hausse notamment les tôles en aluminium (+174,7% en quantités et +146,5% en valeur), les allumettes (+47,4% et +42,7%), les bières (+99,4% et +88,8%), les boissons gazeuses (+37,2% et +21,1%), les huiles de palme brute ou raffinée (+67,7% et +74,2%). Les

ventes des savons de ménages en morceaux enregistrent par contre une baisse de 22,8% en valeur pour se situer à 1,2 milliards en mai 2009. En comparaison au mois de mai de l'année précédente, l'on note qu'en dehors des boissons gazeuses qui s'inscrivent en baisse, les autres produits des industries locales restent dans une tendance haussière.

**Tableau 2 : Principaux produits exportés [quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA]**

Période	mai-08		avril-09		mai-09		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Bananes fraîches	19 804	2 632	19 601	2 522	19 642	2 829	0,2	12,2	-0,8	7,5
Café	4 856	4 371	4 624	3 381	4 743	3 586	2,6	6,1	-2,3	-18,0
dont café arabica	559	699	394	468	519	600	31,7	28,2	-7,1	-14,2
et café robusta	4 297	3 671	4 230	2 913	4 224	2 986	-0,1	2,5	-1,7	-18,7
Huile de palme brute ou raffinée	754	661	545	424	875	739	60,7	74,2	16,1	11,8
Cacao brut en fèves	1 178	781	3 595	2 412	3 582	2 404	-0,4	-0,4	204,0	207,7
Pâte de cacao	707	794	638	922	843	1 192	32,1	29,2	19,2	50,0
Beurre de cacao	416	510	416	603	554	810	33,2	34,3	33,2	58,8
Bières	1 220	366	616	200	1 229	377	99,4	88,8	0,7	3,2
Huiles brutes de pétrole	313 078	87 239	386 811	58 289	0	0	-100,0	-100,0	-100,0	-100,0
Carburants et lubrifiants	73 462	25 735	20 272	9 059	3 345	1 362	-83,5	-85,0	-95,4	-94,7
Savons de ménage en morceaux	1 606	1 004	2 771	1 552	2 150	1 198	-22,4	-22,8	33,8	19,4
Allumettes	28	43	55	86	81	123	47,4	42,7	193,0	184,0
Caoutchouc brut	1 310	1 228	3 063	1 884	1 457	939	-52,4	-50,1	11,3	-23,5
Bois et ouvrages en bois	101 815	35 146	61 192	13 272	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Bois brut (grumes)*	100	13 319	36	2 360	26	1 792	-27,4	-24,1	-74,2	-86,5
Bois sciés*	63	18 377	97	8 724	ND	ND	NC	NC	NC	NC
Feuilles de placage en bois	2 697	2 967	1 607	1 839	1 278	1 504	-20,5	-18,2	-52,6	-49,3
Coton brut	7 560	4 621	9 316	6 223	10 377	6 751	11,4	8,5	37,3	46,1
Aluminium brut	619	758	2 631	1 737	2 408	1 646	-8,5	-5,3	289,3	117,0
Tôles en aluminium	233	400	258	390	710	960	174,7	146,5	204,8	140,3
Exportations hors pétrole		88 986		52 549		72 976		38,9		-18,0
Total général des exportations		176 225		110 838		72 976		-34,2		-58,6

Légende: \* = quantités de bois en mètres cubes

### Importations

En mai 2009, les importations hors pétrole s'inscrivent en hausse de près de 50,1% pour se situer à 227,2 milliards. Cet accroissement est particulièrement imputable à la facture des achats des appareils de navigation maritime ou fluviale qui enregistre une hausse significative de près de 94 milliards en valeur absolue. En glissement annuel, la hausse des importations hors pétrole est beaucoup plus modérée, elle est évaluée à 10%. Cette évolution moins importante est induite par le recul des achats de certains minerais, scories et cendres qui enregistrent une baisse de près de 59,1 milliards.

En termes de structure, les importations hors pétrole de mai 2009 sont essentiellement composées des matériaux de transport et pièces détachées (50,7% du total des importations hors pétrole en valeur), des matières plastiques, caoutchouc et produits des industries chimiques (10,1%), des produits alimentaires (16,3%), des machines et appareils mécaniques ou électriques (9,0%), des matériaux de construction (4,0%), et des produits minéraux (3,9%).

Par rapport à avril 2009, les importations des matériaux de transport et pièces détachées ont suite des achats des appareils de navigation

maritime ou fluviale, enregistrées une hausse significative de près de 95 milliards de francs en valeur absolue. Une évolution similaire pour ce groupe de produits est également observée en glissement annuel.

De même, les chaussures, matières textiles et leurs ouvrages ont enregistré un accroissement de 8,1% pour s'établir à 13,1 milliards, principalement attribuable à l'augmentation de la facture des importations de chaussure. En glissement annuel, un accroissement de 25,4% des chaussures, matières textiles et leurs ouvrages est observé. Cet accroissement est essentiellement induit par celles des produits tels que la friperie (49,6%), les chaussures et leurs parties (27,7%).

A l'inverse de ces derniers, les importations des autres principaux groupes de produits présentent une tendance à la baisse : matières plastiques, caoutchouc et produits des

industries chimiques (-8,5%), produits alimentaires (-0,7%), des machines et appareils mécaniques ou électriques (-29,1%), des matériaux de construction (-29,5%), et des produits minéraux (-38,9%

A coté des évolutions de ces principaux groupes de produits, les achats de certains produits ont été particulièrement dynamique notamment les poissons de mers congelés (+50,6% en valeur relative et +2,4 milliards en valeur absolue), le malt non torréfié (+37,3% et +1,2 milliards), les engrais (+487% et +1,7 milliards), le caoutchouc (+53,7% et +1,2 milliards) et les véhicules automobiles (+52,6% et +2,1 milliards). Par ailleurs, des fléchissements accrus ont été observés sur des produits comme le riz (-41,8% et -4,8 milliards), le clinker (-50,4% et -2,4 milliards), les produits chimiques inorganiques (-71,3% et -2,3 milliards).

**Tableau 3 : Principaux produits importés quantité (Q) en tonnes, valeur (V) en millions de FCFA**

Période	mai-08		avril-09		mai-09		Variation			
	(a)		(b)		(c)		(c/b)		(c/a)	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>Poissons de mer congelés</b>	<b>20 751</b>	<b>9 437</b>	<b>9 177</b>	<b>4 709</b>	<b>17 043</b>	<b>7 091</b>	<b>85,7</b>	<b>50,6</b>	<b>-17,9</b>	<b>-24,9</b>
<i>Animaux et produits du règne animal</i>	22 162	11 586	10 351	6 112	18 633	8 879	80,0	45,3	-15,9	-23,4
<b>Céréales</b>	<b>83 126</b>	<b>21 356</b>	<b>78 044</b>	<b>15 648</b>	<b>58 294</b>	<b>11 378</b>	<b>-25,3</b>	<b>-27,3</b>	<b>-29,9</b>	<b>-46,7</b>
<i>Produits du règne végétal</i>	93 003	26 240	89 395	20 737	71 948	17 504	-19,5	-15,6	-22,6	-33,3
<i>Graisses et huiles animales ou végétales</i>	3 977	1 548	2 443	1 154	3 539	1 517	44,9	31,4	-11,0	-2,0
<b>Sucres et sucreries</b>	<b>4 910</b>	<b>2 247</b>	<b>4 775</b>	<b>2 224</b>	<b>4 409</b>	<b>2 070</b>	<b>-7,7</b>	<b>-6,9</b>	<b>-10,2</b>	<b>-7,9</b>
<i>Produits alimentaires industriels</i>	12 070	7 081	14 625	9 281	15 845	9 140	8,3	-1,5	31,3	29,1
<b>Clinkers</b>	<b>39 860</b>	<b>2 395</b>	<b>81 620</b>	<b>4 725</b>	<b>41 215</b>	<b>2 343</b>	<b>-49,5</b>	<b>-50,4</b>	<b>3,4</b>	<b>-2,2</b>
<b>Hydrocarbures</b>	<b>202 291</b>	<b>64 126</b>	<b>24 563</b>	<b>6 900</b>	<b>28 211</b>	<b>4 693</b>	<b>14,9</b>	<b>-32,0</b>	<b>-86,1</b>	<b>-92,7</b>
<b>Huiles brutes de pétrole</b>	<b>186 298</b>	<b>59 053</b>	<b>ND</b>	<b>ND</b>	<b>ND</b>	<b>ND</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>	<b>NC</b>
<b>Carburants et lubrifiants</b>	<b>3 965</b>	<b>1 928</b>	<b>14 706</b>	<b>4 313</b>	<b>23 729</b>	<b>3 363</b>	<b>61,4</b>	<b>-22,0</b>	<b>498,5</b>	<b>74,4</b>
<i>Produits minéraux</i>	456 985	127 200	158 031	14 499	91 476	8 853	-42,1	-38,9	-80,0	-93,0
<b>Produits pharmaceutiques</b>	<b>401</b>	<b>3 978</b>	<b>664</b>	<b>5 133</b>	<b>754</b>	<b>5 809</b>	<b>13,5</b>	<b>13,2</b>	<b>87,8</b>	<b>46,0</b>
<b>Engrais</b>	<b>5 988</b>	<b>1 347</b>	<b>719</b>	<b>350</b>	<b>7 830</b>	<b>2 052</b>	<b>989,2</b>	<b>487,0</b>	<b>30,8</b>	<b>52,4</b>
<i>Produits des industries chimiques</i>	25 462	14 273	21 870	18 015	16 577	14 932	-24,2	-17,1	-34,9	4,6
<i>Matières plastiques et caoutchouc</i>	5 533	6 021	6 950	7 082	7 004	8 034	0,8	13,4	26,6	33,4
<b>Friperie</b>	<b>1 916</b>	<b>1 600</b>	<b>3 668</b>	<b>2 743</b>	<b>2 943</b>	<b>2 393</b>	<b>-19,8</b>	<b>-12,8</b>	<b>53,6</b>	<b>49,6</b>
<i>Matières textiles et leurs ouvrages</i>	3 561	4 424	5 217	5 034	5 108	5 068	-2,1	0,7	43,4	14,6
<b>Ouvrages en fonte, fer et acier</b>	<b>3 709</b>	<b>4 304</b>	<b>2 304</b>	<b>3 556</b>	<b>2 228</b>	<b>3 733</b>	<b>-3,3</b>	<b>5,0</b>	<b>-39,9</b>	<b>-13,3</b>
<i>Métaux communs et leurs ouvrages...</i>	8 531	8 060	16 532	10 705	8 397	7 387	-49,2	-31,0	-1,6	-8,3
<b>Machines et appareils mécaniques</b>	<b>102 948</b>	<b>15 617</b>	<b>4 303</b>	<b>19 486</b>	<b>2 961</b>	<b>12 950</b>	<b>-31,2</b>	<b>-33,5</b>	<b>-97,1</b>	<b>-17,1</b>
<b>Machines et appareils électriques</b>	<b>2 413</b>	<b>10 351</b>	<b>2 554</b>	<b>9 329</b>	<b>2 310</b>	<b>7 466</b>	<b>-9,6</b>	<b>-20,0</b>	<b>-4,3</b>	<b>-27,9</b>
<i>Machines et app. mécaniques ou électriques</i>	105 361	25 968	6 858	28 815	5 270	20 416	-23,1	-29,1	-95,0	-21,4
<b>Véhicules automobiles; tracteurs</b>	<b>6 167</b>	<b>13 290</b>	<b>5 469</b>	<b>15 697</b>	<b>6 418</b>	<b>17 551</b>	<b>17,3</b>	<b>11,8</b>	<b>4,1</b>	<b>32,1</b>
<i>Matériel de transport</i>	11 090	21 060	16 309	20 143	12 935	115 168	-20,7	471,8	16,6	446,9
<i>Importations hors pétrole</i>		206 421		151 366		227 164		50,1		10,0
<i>Total général des importations</i>		265 474		ND		ND		NC		NC

## Cours des matières premières

### Cacao en fève

En mai 2009, le cours moyen mensuel a enregistré une diminution de 7,5% par rapport au mois précédent pour s'être établi à 2362,6 dollars la tonne. En glissement annuel, ces cours présentent également une évolution à la baisse (-11,9%).

### Café

En mai 2009, les cours moyens du café arabica et robusta ont progressé de 9,6% et 0,7% respectivement, se situant à 147,3 et 77 cents la livre. En glissement annuel, le cours moyen de l'arabica enregistre une hausse de 6,9% tandis que celui du robusta diminue de 31,6%.

### Caoutchouc

Après une longue période de crise, le marché du caoutchouc a amorcé un redressement en avril 2009. Ce redressement se poursuit au mois de mai avec une hausse de 4,2% du cours moyen par rapport au mois précédent. Cette évolution serait la conséquence du retrait par les trois plus grands producteurs mondiaux (Thaïlande, Indonésie et Malaisie) de près d'un million de tonnes de gomme naturelle sur le marché. Toutefois, le cours moyen de mai 2009 (1693 dollars la tonne) est assez loin du niveau de 3065 dollars la tonne observé en mai 2008, soit un recul de près de 44,8%.

### Huile de palme

En mai 2009, les cours de l'huile de palme continuent dans une tendance haussière avec un accroissement de 14,4% pour se situer à

801 dollars la tonne. Cette fermeté des cours s'explique par les inquiétudes sur l'offre mondiale de l'huile de palme. En effet, selon les analystes, les premiers producteurs mondiaux d'huile de palme, l'Indonésie et la Malaisie pourront voir leur production d'huile de palme chuter sur la période avril-juin diminuant les stocks de plus de 50% sur la période. En glissement annuel, ces cours s'inscrivent en baisse de 33,7%.

### Aluminium

Le cours moyen mensuel de l'aluminium a perdu près de 57% de sa valeur entre juillet 2008 et février 2009. Depuis le mois de mars 2009, on observe un léger mouvement à la hausse. En mai ce cours moyen s'est établi à 1460 dollars la tonne en augmentation de 2,7% par rapport au mois précédent et en diminution de 49,7% en glissement annuel. Cette reprise des cours fait suite au vaste programme de réduction de la production engagé par les aluminiers. Par ailleurs, il faut relever que le secteur reste plombé par un stock impressionnant et par les tristes perspectives du secteur automobile.

### Pétrole

Depuis la fin du premier trimestre 2009, les cours du pétrole brut ont entamé leur remontée. En mai 2009, le cours moyen est estimé à 58,2 dollars le baril contre 50,3 dollars en avril, soit un accroissement de 15,7%. Cette évolution est imputable à la stabilisation de la demande mondiale, la baisse des stocks et l'observation des réductions de production décidées par les pays de l'OPEP.

Tableau 4: Cours des matières premières

Produits	mai-08	avr-09	mai-09	Variation (en %)	
	(a)	(b)	(c)	c/b	c/a
Cacao en fève (\$/t)	2 683,2	2 555,2	2 362,6	-7,5	-11,9
Café arabica (cents/lb)	137,9	134,4	147,3	9,6	6,9
Café robusta (cents/lb)	112,6	76,5	77,0	0,7	-31,6
Huile de palme (\$/t)	1 208,0	700,0	801,0	14,4	-33,7
Aluminium brut (\$/t)	2 903,0	1 421,0	1 460,0	2,7	-49,7
Caoutchouc (\$/t)	3 065,0	1 624,0	1 693,0	4,2	-44,8
Pétrole brut (\$/baril)	122,6	50,3	58,2	15,7	-52,6

Source : Produitdoc\_ AFD, Marchés Tropicaux; site Insee

Unités utilisées : \$ dollar (Etats-Unis), £ livre sterling (G.B.), cent : \$/100, t : tonne, lb : pound (livre américaine = 0,45kg environ), Ringgits: 0,29\$.

**De fin avril à fin mai 2009**

Les recettes budgétaires internes enregistrées au cours du mois d'avril 2009 s'élèvent à 195,8 milliards contre 215,4 milliards au mois de mars 2009. Ces recettes sont en diminution de 19,6 milliards. L'évolution dans les principales rubriques se présente comme ci-après.

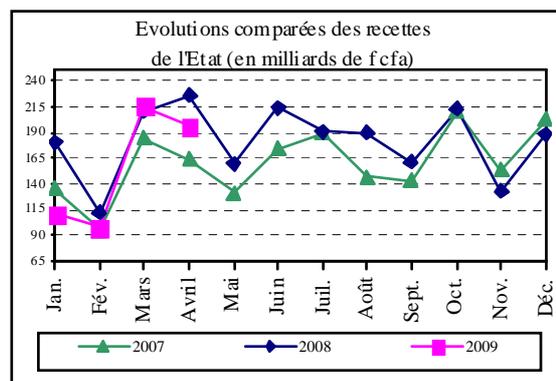
Les recettes pétrolières qui se chiffrent à 84,6 milliards sont constituées de 20,2 milliards de redevance SNH et de 64,4 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

Les recettes non pétrolières s'élèvent à 111,2 milliards contre 195,3 milliards le mois précédent, soit une diminution de 84,1 milliards due en grande partie par l'encaissement des soldes de l'impôt sur les sociétés non pétrolières intervenu au cours du mois de mars. Les réalisations des principales composantes se présentent ainsi qu'il suit.

Les recettes des impôts et taxes se chiffrent à 64,7 milliards contre 152,2 milliards au mois de février 2009. L'évolution au niveau des différentes rubriques se présente de la manière suivante : la TVA baisse de 3,2 milliards en passant de 25,5 milliards à 22,3 milliards au mois d'avril 2009; l'IS non pétrole diminue de 90 milliards en se chiffrant à 9,1 milliards ; la TSPP, les droits d'enregistrement et les droits d'accises augmentent respectivement de 0,5 milliard; 0,5 milliard et 0,7 milliard en s'élevant respectivement à 6,6 milliards, 4,4 milliards et 6,1 milliards.

Au niveau des recettes douanières, la hausse enclenchée en mars 2009 se poursuit. En effet, ces recettes augmentent de 2 milliards situant et se situent à 40,6 milliards en avril. Au niveau des sous-rubriques, les droits de douane à l'importation diminuent de 0,3 milliard et se situent à 18,7 milliards, tandis que la TVA à l'importation et les droits d'accises s'accroissent de 2,4 milliards d'un mois à l'autre et se chiffrent à 18,1 milliards.

Les recettes non fiscales sont en hausse de 1 milliard et s'élèvent à 6 milliards au mois d'avril 2009.



En ce qui concerne les dépenses, les paiements effectués au cours du mois d'avril 2009 s'élèvent à 205,9 milliards, en hausse de 28,3 milliards par rapport au mois précédent.

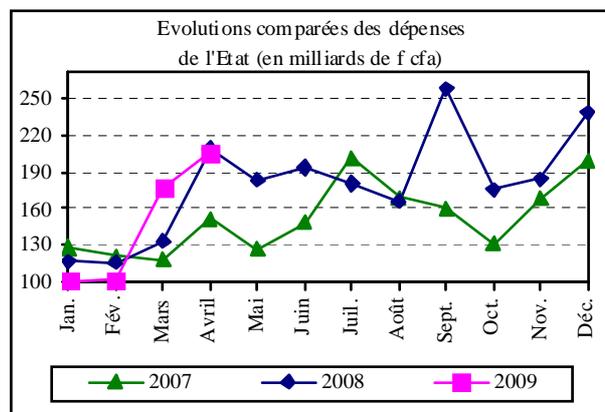
Les dépenses de personnel augmentent de 4,8 milliards et se chiffrent à 53,1 milliards.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 53,1 milliards en avril 2009 contre 50,5 milliards le mois précédent.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se situent à 36,3 milliards, contre 29,9 milliards un mois plus tôt.

Les dépenses de transferts et subventions y compris les pensions, se chiffrent à 33,2 milliards. Elles sont en augmentation de 10,1 milliards.

Le service effectif de la dette publique s'élève à 28,3 milliards. Un montant de 26 milliards a été payé au titre de la dette extérieure et une enveloppe de 2,3 milliards a été affectée au paiement de la dette intérieure.



**De janvier 2009 à avril 2009**

Le cumul des recettes budgétaires internes à fin avril 2009 se chiffrent à 627,5 milliards. Par rapport à la même période de l'exercice précédent, ce cumul enregistre une baisse de

102,7 milliards en valeur absolue et 14,1% en valeur relative. Cette baisse est observée uniquement au niveau des recettes pétrolières touchées par la chute des cours mondiaux.

Les recettes pétrolières recouvrées à fin avril 2009 s'élèvent à 127,8 milliards contre 251,2 milliards à fin avril 2008. Elles sont en diminution de 123,4 milliards (-49,1%) entre les deux périodes.

Les recettes non pétrolières quant à elles se chiffrent à 499,7 milliards contre 479 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 20,7 milliards (+4,3%). Cette hausse ressort uniquement au niveau des recettes fiscales.

Les recettes des impôts et taxes recouvrées jusqu'à fin avril 2009 se situent à 330,9 milliards contre 313 milliards au cours de la même période de l'exercice 2008, soit une augmentation de 17,9 milliards (+5,7%). Cette hausse est observée au niveau de toutes les principales composantes : la TVA croît de 6,3%, passant de 80,4 milliards à 85,5 milliards ; l'IS non pétrole augmente de 5,9% en se situant à 120,9 milliards ; les droits d'accises haussent de 10,8% et s'établissent à 24,6 milliards ; les droits d'enregistrement s'accroissent de 2,0% et la TSPP de 8,9% avec des montants respectifs de 20,3 milliards et 25,6 milliards.

Les recettes douanières recouvrées à fin avril 2009 se chiffrent à 149,4 milliards contre 137,9 milliards un an plus tôt et sont en augmentation de 11,5 milliards (8,4%). Pour ce qui est de l'évolution des différentes composantes, les droits de douane à l'importation enregistrent une hausse de 5,1% en passant de 67 milliards à 70,4 milliards, tandis que la TVA à l'importation augmente de 11,2% et se situe à 73,7 milliards.

Les recettes non fiscales recouvrées à fin avril 2009 baissent de 6,3 milliards par rapport à la même période de l'exercice antérieur en passant de 27,5 milliards à 21,2 milliards, soit une diminution de 22,9% en valeur relative.

En matière de dépenses publiques, les paiements effectués à fin avril 2009 s'élèvent à 594 milliards contre 582,4 milliards à la même période de l'exercice antérieur, soit une hausse de 11,6 milliards.

Les dépenses de personnel se chiffrent à 194,2 milliards contre 169,4 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 24,8 milliards d'une année à l'autre.

Les dépenses des biens et services s'élèvent à 144 milliards, en diminution de 6,9 milliards.

Les dépenses de transferts et de pensions se situent à 70 milliards, contre 57,8 milliards à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 12,2 milliards.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à 96 milliards contre 81,9 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Le service effectif de la dette publique à fin avril 2009 s'élève à 64,5 milliards contre 97,1 milliards à fin avril 2008. Il est constitué de 40,6 milliards de dette extérieure et de 23,9 milliards de dette intérieure. En ce qui concerne la dette intérieure, les intérêts servis au cours de cette période sont de 1,9 milliard, l'amortissement du principal se situe à 5,6 milliards et les paiements d'arriérés sont de 6,9 milliards. A fin avril 2009, les remboursements de crédits de TVA sont de 9,5 milliards, contre 15,1 milliards pour la même période de l'exercice antérieur.

Le flux de financement extérieur enregistre un solde net négatif de 22,5 milliards à fin avril 2009. Il résulte des tirages nouveaux sur emprunts extérieurs pour un montant de 7,6 milliards correspondant essentiellement aux prêts projets, et de l'amortissement du principal de la dette extérieure pour un montant de 30,1 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du Gouvernement vis-à-vis du système bancaire (PNG) se traduit par une baisse des engagements de l'Etat de 52,1 milliards, contre une diminution de 175,5 milliards à fin mars 2009.

**Tableau 5: Statistiques des finances publiques (en milliards de francs CFA)**

RUBRIQUES	avr-08	mars-09	avr-09	jan-avr.08	jan-avr.09	Variation(en %)			Variations (en chiffres)		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c/a)	(c/b)	(e/d)	(c/a)	(c/b)	(e/d)
<b>RECETTES</b>											
<b>I-Recettes pétrolières</b>	<b>120,1</b>	<b>20,1</b>	<b>84,6</b>	<b>251,2</b>	<b>127,8</b>	<b>-29,6</b>	<b>320,9</b>	<b>-49,1</b>	<b>-35,5</b>	<b>64,5</b>	<b>-123,4</b>
1-Redevance SNH	79,1	20,1	20,2	210,2	63,3	-74,5	0,5	-69,9	-58,9	0,1	-146,9
2- IS pétrole	41,0	0,0	64,4	41,0	64,4	0,0			23,4	64,4	23,4
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>107,0</b>	<b>195,3</b>	<b>111,2</b>	<b>479,0</b>	<b>499,7</b>	<b>3,9</b>	<b>-43,1</b>	<b>4,3</b>	<b>4,2</b>	<b>-84,1</b>	<b>20,7</b>
<b>1- Recettes fiscales</b>	<b>97,3</b>	<b>190,8</b>	<b>105,4</b>	<b>450,9</b>	<b>480,4</b>	<b>8,3</b>	<b>-44,8</b>	<b>6,5</b>	<b>8,1</b>	<b>-85,4</b>	<b>29,5</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>59,8</b>	<b>152,2</b>	<b>64,7</b>	<b>313,0</b>	<b>330,9</b>	<b>8,3</b>	<b>-57,5</b>	<b>5,7</b>	<b>4,9</b>	<b>-87,5</b>	<b>17,9</b>
dont -TVA	20,6	25,5	22,3	80,4	85,5	8,3	-12,5	6,3	1,7	-3,2	5,1
-IS non pétrole	7,5	99,1	9,1	114,2	120,9	21,3	-90,8	5,9	1,6	-90,0	6,7
-Droits d'accises	5,6	5,4	6,1	22,2	24,6	8,9	13,0	10,8	0,5	0,7	2,4
-Droits d'enreg.et timbre	5,7	3,9	4,4	19,9	20,3	-22,8	12,8	2,0	-1,3	0,5	0,4
- TSPP	6,4	6,1	6,6	23,5	25,6	3,1	8,2	8,9	0,2	0,5	2,1
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>37,5</b>	<b>38,6</b>	<b>40,6</b>	<b>137,9</b>	<b>149,4</b>	<b>8,4</b>	<b>5,3</b>	<b>8,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,0</b>	<b>11,5</b>
dont - droit de douane à l'importation	18,3	19,0	18,7	67,0	70,4	2,2	-1,6	5,1	0,4	-0,3	3,4
-TVA import.+Dts d'ac./import	17,8	18,1	20,5	66,3	73,7	15,2	13,3	11,2	2,7	2,4	7,4
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>9,5</b>	<b>5,0</b>	<b>6,0</b>	<b>27,5</b>	<b>21,2</b>	<b>-36,8</b>	<b>20,0</b>	<b>-22,9</b>	<b>-3,5</b>	<b>1,0</b>	<b>-6,3</b>
<b>3- Effets à l'encaissement</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>-1,9</b>		<b>-60,0</b>	<b>-416,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-2,5</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGET.</b>	<b>227,1</b>	<b>215,4</b>	<b>195,8</b>	<b>730,2</b>	<b>627,5</b>	<b>-13,8</b>	<b>-9,1</b>	<b>-14,1</b>	<b>-31,3</b>	<b>-19,6</b>	<b>-102,7</b>
<b>DEPENSES</b>											
<b>I-Dépenses courantes</b>	<b>118,3</b>	<b>121,9</b>	<b>139,4</b>	<b>378,1</b>	<b>408,2</b>	<b>17,8</b>	<b>14,4</b>	<b>8,0</b>	<b>21,1</b>	<b>17,5</b>	<b>30,1</b>
Dépenses de personnel	47,0	48,3	53,1	169,4	194,2	13,0	9,9	14,6	6,1	4,8	24,8
Dépenses de biens & Services	51,7	50,5	53,1	150,9	144,0	2,7	5,1	-4,6	1,4	2,6	-6,9
Transferts et pensions	19,6	23,1	33,2	57,8	70,0	69,4	43,7	21,1	13,6	10,1	12,2
<b>II- Dépenses des investissements</b>	<b>47,1</b>	<b>36,4</b>	<b>39,3</b>	<b>103,6</b>	<b>114,8</b>	<b>-16,6</b>	<b>8,0</b>	<b>10,8</b>	<b>-7,8</b>	<b>2,9</b>	<b>11,2</b>
Sur financements extérieurs	7,9	6,2	3,0	17,6	17,3	-62,0	-51,6	-1,7	-4,9	-3,2	-0,3
Sur ressource propres.	39,2	29,9	36,3	81,9	96,0	-7,4	21,4	17,2	-2,9	6,4	14,1
dont PPTE	3,3	10,3	2,8	10,8	16,8	-15,2	-72,8	55,6	-0,5	-7,5	6,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,3	0,0	4,1	1,5		-100,0	-63,4	0,0	-0,3	-2,6
<b>III- Dépenses diverses non classées</b>	<b>-8,3</b>	<b>2,8</b>	<b>-1,1</b>	<b>3,6</b>	<b>6,5</b>	<b>-86,7</b>	<b>-139,3</b>	<b>80,6</b>	<b>7,2</b>	<b>-3,9</b>	<b>2,9</b>
<b>IV- Service de la dette publique</b>	<b>48,8</b>	<b>16,5</b>	<b>28,3</b>	<b>97,1</b>	<b>64,5</b>	<b>-42,0</b>	<b>71,5</b>	<b>-33,6</b>	<b>-20,5</b>	<b>11,8</b>	<b>-32,6</b>
Dettes extérieures	33,1	6,0	26,0	44,9	40,6	-21,5	333,3	-9,6	-7,1	20,0	-4,3
Dettes intérieures	15,7	10,5	2,3	52,2	23,9	-85,4	-78,1	-54,2	-13,4	-8,2	-28,3
dont - amortissement du principal	5,3	5,4	0,0	20,5	5,6	-100,0		-72,7	-5,3	-5,4	-14,9
-remboursement crédits TVA	5,2	1,7	0,0	15,1	9,5	-100,0	-100,0	-37,1	-5,2	-1,7	-5,6
- arriérés intérieurs	5,1	1,5	2,3	14,2	6,9	-54,9	53,3	-51,4	-2,8	0,8	-7,3
<b>TOTAL DEPENSES BUDGET.</b>	<b>205,9</b>	<b>177,6</b>	<b>205,9</b>	<b>582,4</b>	<b>594,0</b>	<b>0,0</b>	<b>15,9</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>28,3</b>	<b>11,6</b>
<b>SOLDE DE BASE</b>	<b>-43,6</b>	<b>60,5</b>	<b>-59,9</b>	<b>24</b>	<b>-0,6</b>	<b>37,4</b>	<b>-199,0</b>	<b>-102,5</b>	<b>-16,3</b>	<b>-120,4</b>	<b>-24,6</b>

Source: MINFI/DAE/FP.

## SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire du Cameroun à fin mai 2009 s'équilibre en ressources et emplois à 2398 milliards, contre 2419 milliards à fin avril 2009, et 2130 milliards en glissement annuel ; soit une baisse mensuelle de 0,9% et un accroissement annuel de 11,9%.

Dans cette dynamique, les avoirs extérieurs nets (AEN) ont décliné de 1,4% pour s'établir à 1745 milliards à fin mai 2009. Cette évolution globale des AEN cache quelques disparités : les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont progressé de 1,1% pour s'établir à 1557 milliards à fin mai 2009, et pendant la même période, les avoirs extérieurs nets des banques et autres institutions bancaires ont diminué de 18,2% pour s'établir à 188 milliards à fin mai 2009, contre 229 milliards à fin avril 2009, et 302 milliards à fin décembre 2008.

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets du système monétaire progressent de 7,4%.

En mai 2009, le crédit intérieur enregistre une hausse 0,4% et se situe à 653 milliards, contre 650 milliards à fin avril 2009 et 568 milliards en début d'exercice 2009. Cette performance procède essentiellement d'une hausse de 2,8% des créances nettes sur du système monétaire l'Etat, atténuée d'une diminution de 1,2% des créances sur l'économie. De la sorte, l'encours des créances nettes du système monétaire sur l'Etat a été porté de -665 milliards à fin avril 2009 à -646 milliards à fin mai 2009, et pendant la même période, le crédit à l'économie est passé de 1315 milliards à 1299 milliards. Les créances sur l'Etat étaient de -621 milliards à fin mai 2008.

A fin mai 2009, la structure du crédit à l'économie n'a pas changé significativement et reste composée de 91% de crédit au secteur privé non financier ; 8% de crédit aux entreprises publiques non financières et 1% aux institutions financières non bancaires.

La répartition des créances du système monétaire sur l'économie, selon la durée, n'a pas sensiblement changé à fin mai 2009. La part des crédits à court terme s'est stabilisée à 61%, contre 35% des crédits à moyen terme et 4% des crédits à long terme.

La hausse des créances nettes sur l'Etat s'explique par l'accroissement de 22% des créances nettes des banques et autres institutions bancaires sur l'Etat atténuée par la contraction de 3,3% des créances nettes de la BEAC sur l'Etat. Ainsi, (i) les créances nettes de la BEAC sur l'Etat se situent à -531 milliards à fin mai 2009, contre -514 milliards à fin avril 2009, (ii) les créances nettes du FMI se stabilisent à 13 milliards (iii) et les créances nettes des banques et autres institutions bancaires sur l'Etat s'établissent à -127 milliards à fin mai 2009, contre -163 milliards un mois plutôt.

Reflétant l'évolution des contreparties, la masse monétaire (M2) a décliné de 0,9% pour se situer à 2096 milliards à fin mai 2009. En glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 12,2%. Sa structure a légèrement changé : 17,5% de la monnaie fiduciaire; 42,3% de la monnaie scripturale, et 40,2% de la quasi-monnaie. Ces ratios étaient respectivement de 18,3%, 41,6% et 40,0% à fin avril 2009.

**Tableau : Situation monétaire à fin mai 2009**

	Mai-08	Avril-09	Mai-09
Total des contreparties des Ressources du Système Monétaire	2 130	2 420	2 398
Avoirs Extérieurs Nets	1 625	1 769	1 745
Crédit Intérieur (A+B)	505	552	653
Créances Nettes sur l'Etat (A)	-622	-664	-646
Position Nette du Gouvernement	-501	-548	-541
Créances sur l'économie (B)	1 127	1 315	1 299
Secteur Privé non Financier	1 003	1 170	1 168
Total des Ressources du Système Monétaire	2 130	2 420	2 398
Monnaie Fiduciaire	297	387	366
Monnaie Scripturale :	770	881	887
Disponibilités Monétaires	1 067	1 268	1 253
Quasi-monnaie	801	847	843
Disponibilités Monétaires Et Quasi-Monétaires	1 868	2 115	2 096

Fonds Propres	280	313	304
Autres Postes Nets	-17	-7	-2

**Source : BEAC**



### *Opérations interbancaires*

Sur le compartiment interbancaire du marché monétaire, une opération a été enregistrée en mai 2009, entre AFRILAND FIRST BANK, prêteuse, et la Commercial Bank of Cameroon, emprunteuse, portant sur un montant de 3 milliards, au taux de 4,5%, pour une durée de 3 mois.

### *Injection de liquidité: Guichet A*

L'encours des avances de la BEAC aux établissements de crédit reste sur une tendance haussière et s'est établi à 9912 millions en mai 2009, contre 9858 millions à fin avril 2009, et 351 en janvier 2009. Le taux d'intérêt de ces avances est de 4,5%. Cette évolution est essentiellement imputable à l'accroissement des appels d'offres de 7 jours. Les autres guichets à savoir, les prises en pensions, et les interventions ponctuelles, les avances exceptionnelles sur certificat de placement, n'ont enregistré aucune opération.

### *Placements des établissements de crédit à la BEAC :*

L'encours des placements à la BEAC des établissements de crédit éligibles, et institutions financières publiques, s'est stabilisé à 244 milliards en mai 2009, contre 179 milliards en avril 2009, 174 milliards en janvier 2009, et 223 milliards en glissement annuel. La configuration de ces placements se présente ainsi qu'il suit en mai 2009: 66% de ces placements est à 7 jours au taux de 1,000% ; 25% des placements est à 28 jours au taux de 1,0625% ; et 9% des placements est à 84 jours au taux de 1,1250%.

**Guichet B :** Sur ce compartiment, la BEAC accorde les prêts destinés aux investissements productifs ainsi que les crédits à court et moyen terme irrévocables. Depuis plus de deux ans, aucune opération n'a été réalisée sur ce marché. Cette situation se justifie par la rareté des emplois bancaires à moyen et long terme pouvant bénéficier d'un refinancement de la BEAC.

### *Situation des réserves obligatoires :*

Le coefficient des réserves obligatoires a été révisé à la hausse le 20 mars 2008, en ce qui concerne le Groupe II constitué du Cameroun et du Gabon. Il est fixé dorénavant à 11,75% pour sur les dépôts à vue (DAV), contre 10,25% précédemment et à 9,25% sur les dépôts à termes (DAT), contre 8,25% antérieurement. L'encours des réserves obligatoires des banques camerounaises s'est établi à 203 milliards à fin mai 2009, contre 206 milliards à fin avril 2009, et 207 milliards au 31 janvier 2009. Il représente 33,5% des réserves libres, constituées des placements en appels d'offres négatifs et soldes des comptes courants des banques. Il représente par ailleurs 80% des soldes des comptes courants des banques et 57% des placements en appels d'offres négatifs.

L'encours des réserves obligatoires dans la CEMAC s'est élevé à 520 milliards à fin mai 2009, contre 542 milliards au 28 avril 2009.

### ***Engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC :***

Les engagements du Trésor Public vis-à-vis de la BEAC sont de deux ordres : les avances statutaires (ligne de crédit ouverte) et l'encours des crédits consolidés. Le plafond des avances statutaires au titre de l'exercice 2009 est fixé à 373 milliards, contre 318 milliards en 2008. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2009, aucun tirage n'a été effectué sur cette ligne de crédit. Cette situation se justifie par l'engagement pris par le Gouvernement de continuer à limiter en 2009 le recours à toutes nouvelles avances statutaires et à émettre les titres publics à souscription libre. L'encours des crédits consolidés sur l'Etat s'élève à 375 millions à fin mai 2009, contre 385 millions à fin avril 2009, 396 millions à fin mars 2009, 446 millions à fin janvier 2009, 484 millions à fin décembre 2008, et 750 millions en glissement annuel.

### ***Taux de couverture de la monnaie***

Le taux de couverture de l'émission monétaire, mesuré en rapportant les avoirs officiels bruts en devises de la BEAC nationale sur l'ensemble de ses engagements à vue, s'est stabilisé autour de 93,6% au cours des cinq premiers trimestres 2009. Il est de 102% au niveau sous régionale en mars 2009.

Le minimum statutaire exigé est de 20%.

### ***Secteur bancaire***

Globalement, l'activité bancaire s'est stabilisée au cours du mois de mai 2009.

Le bilan consolidé des 12 banques créatrices de monnaie opérant sur le territoire camerounais s'est équilibré à 3058 milliards à fin mai 2009, contre 2555 milliards à fin avril 2009. Les fonds Propres des banques se sont établis à 329 milliards, contre 332 milliards à fin avril 2009.

L'évolution des grands postes du bilan consolidé reste assez contrastée : les créances du secteur bancaire sur l'économie sont restées au niveau observé à fin avril 2009, soit 1237 milliards.

Les créances du système bancaire sur l'Etat se sont également stabilisées à 108 milliards à fin mai 2009. De son côté, l'encours des dépôts de l'Etat a cru 4% pour se situer à 251 milliards à fin mai 2009, contre 241 milliards à fin avril 2009, et 263 milliards à fin décembre 2008.

Par ailleurs, le taux des créances en souffrance, mesuré en rapportant les créances en souffrance sur les crédits bruts au secteur privé non financier, n'a pas changé significativement. Il se situe à 16,6% à fin mai 2009, contre 17,1% en début de période. Dans ce sens, l'encours des créances en souffrances s'établit à 169,4 milliards à fin mai 2009, contre 156 milliards en début de période. L'évolution du portefeuille des créances en souffrances à fin mai 2009 cache quelques disparités car, 17,7 milliards de ces créances ont été recouvrées ou reclassées saines et en même temps, l'on a enregistré l'entrée de nouvelles créances en souffrance à hauteur de 30,7 milliards.

Tableau : Créances en souffrance à fin avril 2009 (en millions de FCFA)

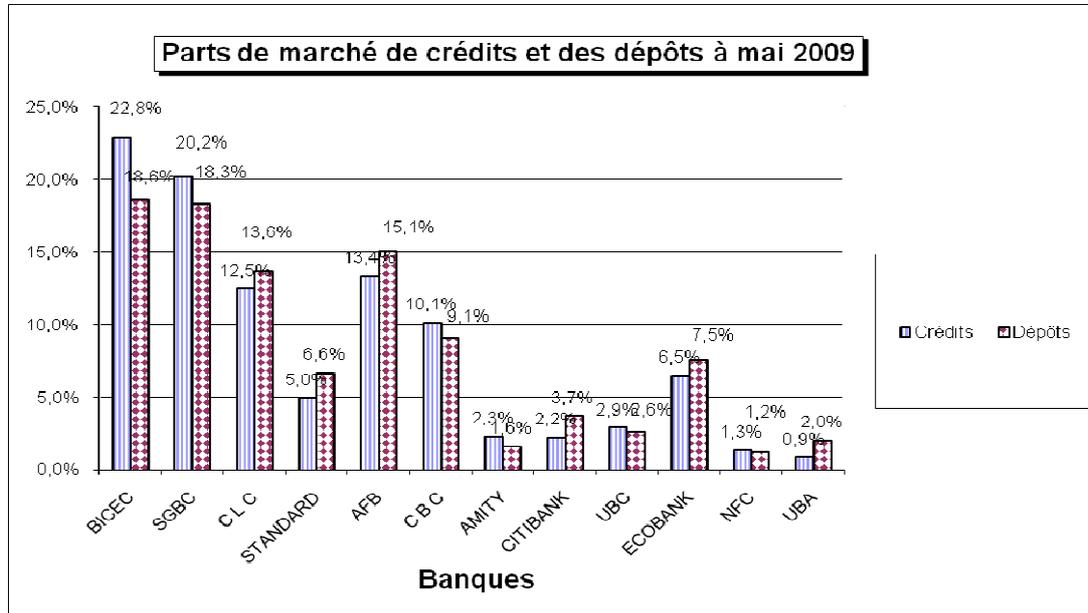
Libellé poste	Encours début période (jan08)	créances recouvrées et reclassées	Échéances impayées, et reclassées impayées et déchéance de terme	Encours de fin mai 2009
	0			9
<b>Créances impayées</b>	<b>14121</b>	<b>15279</b>	<b>29164</b>	<b>28006</b>
<b>Créances immobilisées</b>	<b>398</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>387</b>
<b>Créances douteuses couvertes par la garantie de</b>				

l'état				
<b>Créances douteuses couvertes par des sûretés réelles</b>	<b>36335</b>	<b>1224</b>	<b>944</b>	<b>36055</b>
Créances douteuses depuis moins d'un an	15001	1	932	15932
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	1381	60		1321
Créances douteuses depuis 2 à 3 ans	998	4	11	1005
Créances douteuses depuis plus de 3 ans	18955	1159	1	17797
<b>Autres créances douteuses</b>	<b>103830</b>	<b>1138</b>	<b>553</b>	<b>103245</b>
Créances douteuses depuis moins d'un an	24306	539	100	23867
Créances douteuses depuis 1 à 2 ans	26966	190	262	27038
Créances douteuses depuis plus de 2 ans	52558	409	191	52340
<b>Créances impayées sur le crédit –bail</b>	<b>239</b>	<b>108</b>	<b>123</b>	<b>254</b>
<b>Créances douteuses sur le crédit –bail</b>	<b>1488</b>	<b>2</b>		<b>1486</b>
<b>Créances brutes en souffrance</b>	<b>156411</b>	<b>17764</b>	<b>30786</b>	<b>169433</b>

Source : DAE

S'agissant de la répartition des parts de marché, l'activité bancaire reste dominée, comme par le passé, par 04 banques à savoir la BICEC, la SGBC, AFRILAND, et ex CLC qui occupent environ 68% des parts du marché du crédit et 65% des dépôts. Elles sont suivies par 03 autres banques ( SCBC, CBC, ECOBANK,) qui détiennent 20% des parts du marché du crédit et 24% du marché des dépôts. Les banques

restantes à savoir, CITIBANK, AMITY, UNION BANK, NATIONAL FINANCIAL BANK et UBA se contentent de 11,3% du marché du crédit et 10,6% du marché des dépôts. Les parts de marché ainsi que le classement des banques selon l'encours des crédits et le volume des dépôts sont consignés dans le graphique et tableau1 ci-après :



Au plan de l'analyse des normes de gestion, définies comme un ensemble de règles que les établissements de crédit sont tenus de respecter pour assurer leur équilibre financier, les 12 banques camerounaises, bien que ne respectant pas encore le ratio portant sur la structure du portefeuille crédit et relatif à l'accord de classement, restent en général liquides et suffisamment capitalisées par rapport à l'évolution de leurs risques, exceptées une banque qui affichent des fonds propres négatifs et une autre qui évoluent en dehors des normes relatives à la couverture des immobilisations.

**Tableau 8: Performance en matière de respect des Ratios Prudentiels à fin mai 2009**

	Pour mémoire: répartition des Fonds Propres nets (en millions de FCFA)	Ratio de couverture des risques par les fonds propres (Min exigé = 8%)	Ratio de couverture des immobilisations par les capitaux permanents (Min=100%)	Rapport de structure de portefeuille-crédit (Min = 55%)	Ratio de liquidité (ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité des dettes à échoir dans un mois au plus, Min =100%)	Coefficient de transformation à long terme (Min = 50%)	Ratio de division des risques sur seul client (Max = 45% des Fonds Propres)	Ratio de division des risques sur l'ensemble des clients (Max = 800% des Fonds Propres)
<b>BICEC</b>	29449	15	144	0	242	58	respecté	Respecté
<b>SCBC (ex CLC)</b>	19731	14	294	1	213	71	respecté	Respecté
<b>SGBC</b>	27061	12	205	0	194	69	respecté	Respecté
<b>STD BK</b>	13262	44	668	0	218	76	respecté	Respecté
<b>AFRILAND Bank</b>	20559	9	112	0	235	77	respecté	Respecté
<b>AMITY BANK</b>	-26451	-401	-2829	0	127	-1032	non respecté	Non respecté
<b>CBC</b>	18570	12	190	1	150	64	respecté	respecté
<b>CITIBANK</b>	13602	40	1659	9	254	1036	respecté	Respecté
<b>ECOBANK</b>	7023	9	104	0	318	60	non respecté	Respecté
<b>UBC</b>	5604	22	423	0	431	508	respecté	respecté
<b>UBAC</b>	3166	19	205	0	458	217	respecté	Respecté
<b>NFC</b>	2807	9	81	0	72	58	respecté	Respecté

Source: DAE / BEAC

Norme respectée

Norme non respectée =

## INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

### *Prix à la consommation des ménages*

Au cours du mois d'avril 2009 à **Yaoundé**, l'indice des prix à la consommation finale des ménages est resté quasi stable par rapport au mois précédent. Cette évolution résulte des effets combinés de la hausse de 0,2% du prix des produits alimentaires et de la baisse de 0,1% des dépenses de santé et soins personnels. Les prix des autres postes de consommation sont restés stables.

Par rapport au mois d'avril 2008, l'indice des prix est en hausse de 4,6%, en relation avec les augmentations enregistrées au niveau des prix des produits alimentaires (+9,8%), des dépenses d'éducation et loisirs (+2,1%) et de celles d'habillement et chaussures (+1,1%). Toutefois, la baisse de 1,2% des dépenses de maison et de celle de 0,3% des coûts de transports et télécommunications ont contribué à freiner l'évolution d'ensemble.

Par rapport au mois de mars 2009, l'indice des prix à la consommation finale des

ménages a connu au mois d'avril 2009 à **Douala**, une augmentation de 0,6%. Cette hausse est principalement liée à l'accroissement de 1,9% des prix des produits alimentaires. Les prix des autres postes de consommation sont en régression notamment de 0,6% pour les dépenses de maison et de 0,2% pour celles de santé et soins personnels. La hausse des prix des produits alimentaires est entretenue par l'augmentation de 8,0% des prix des féculents et amidons, de 7,6% des prix des légumes, légumineuses et graines, de 1,7% des viandes, charcuteries et volailles et de 1,1% des poissons, crustacés et mollusques.

En glissement annuel, l'indice général est en hausse de 3,9% au cours du mois d'avril 2009 à Douala. Celle-ci résulte particulièrement des augmentations enregistrées au niveau des prix des postes alimentation, boissons et tabacs (+6,9%), dépenses d'Education et loisirs (+2,6%) et dépenses d'habillement et chaussures (+1,8%).